



STOP A L'AMPUTATION DES SALAIRES DES AGENTS !

Après des années de silence, la direction générale découvre soudainement une erreur datant de la réforme de 2016.

Sans jamais avoir informé ni les agents, ni les services, ni les organisations syndicales, elle exige aujourd'hui que les collègues remboursent jusqu'à deux ans de primes, soit jusqu'à 10 000 euros pour certains.

Dans les Hauts-de-Seine, 34 agents sont directement touchés. Au niveau national, ce sont près de 1700 collègues qui sont visés.

La méthode est extrêmement brutale :

- une ponction directe sur le salaire, ne laissant qu'un minimum de survie,
- ou l'obligation d'accepter un titre de perception.

C'est inacceptable!

Les agents ne sont pas responsables des erreurs sur leur fiche de paye.

On ne peut pas leur demander aujourd'hui de payer pour des décisions prises sans transparence, sans information et sans contrôle.

Dans un contexte de chute historique du pouvoir d'achat,

- de gel continu du point d'indice,
- de l'arrêt de la GIPA,
- de la diminution de la rémunération de 10 % en cas de maladie
- de la baisse des remboursements de frais professionnels,
- des faibles taux de promotion,

cette attaque constitue une véritable violence sociale contre les agents.

Nous refusons cette logique !

- Pas un euro ne doit être repris sur les salaires !
- Nous réclamons l'abandon immédiat et total de ces indus !

Face à ce passage en force, restons tous mobilisés!

Ne restons pas isolés. Défendons nos droits, nos rémunérations et notre dignité !